

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 118 (1973)
Heft: 11

Artikel: Comportement de la troupe à l'ère contestataire
Autor: Chouet, Jean-François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348572>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Comportement de la troupe à l'ère contestataire

NOTE DE LA RÉDACTION

Le capitaine J.-F. Chouet présentait le 4.4.1973, lors d'un cours « Armée et Foyer », un exposé des plus intéressants sur le comportement de la troupe à l'ère contestataire. Il a bien voulu nous autoriser à le reproduire, et nous lui disons toute notre reconnaissance.

La Rédaction

Il n'est pas exclu que d'aucuns s'étonnent du relatif optimisme des propos qui vont suivre. Aussi me paraît-il nécessaire d'exposer brièvement le cadre de mes observations et de mes activités, cadre qui constitue peut-être une explication de cet optimisme.

J'exerce, comme la plupart des officiers instructeurs, une double activité militaire: d'une part, je suis professionnellement engagé dans les écoles de sous-officiers et de recrues d'infanterie motorisée à Bière; dans ce cadre, j'ai le plus souvent à faire à la jeunesse vaudoise, parfois aussi à la soleuroise et à la zurichoise; d'autre part, j'exerce depuis cinq ans le commandement d'une unité d'infanterie genevoise, unité qui a, en 1971 sous mon commandement, accompli un « service actif » à l'aéroport de Genève-Cointrin. Si ce dernier point peut prêter à sourire pour quiconque n'a pas eu l'occasion d'effectuer un tel service, je crois pouvoir affirmer que mon unité a changé de visage à cette occasion.

Quelles sont, maintenant, les observations que l'on peut faire en matière de contestation, de lutte organisée au sein de l'armée, etc.?

Une première remarque d'importance: l'audience des révolutionnaires, qui n'a jamais été bien grande dans notre armée, décroît de façon régulière et sensible depuis le début de l'an passé. Cela tient, je crois, à deux facteurs: le premier est que ces gens-là distillent l'ennui, la morosité, la hargne et la mauvaise humeur. Or, il est parfaitement exact que, dans de telles conditions, et comme l'affirme depuis longtemps notre Livre du soldat, la vie communautaire, et notamment celle qui réclame de gros efforts, n'est tout simplement plus possible. C'est, soit dit en passant, la raison pour laquelle les troupes fortement astreintes physiquement sont moins touchées par la contestation que les troupes auxquelles on demande peu d'efforts. Le deuxième facteur est qu'enfin nos chefs militaires ont

reçu, parfois au compte-gouttes, une orientation de plus en plus poussée non seulement sur la stratégie, mais aussi sur la tactique adverse. Cette information, si elle est utilisée à bon escient, paie. Un exemple: le délicieux périodique à soldats « offensif » a la bonté de nous rappeler que les officiers ne fréquentent généralement pas les WC de la troupe et que, par conséquent, ceux-ci constituent un panneau d'affichage révolutionnaire rêvé. L'information est bonne, à condition *d'être utilisée*. Moralité, l'officier doit, de temps à autres, renoncer aux installations prévues pour la caste des colonels-marchands-de-canons et s'obliger à fréquenter les édicules de la troupe abrutie et assoiffée de liberté.

Une raison, parmi d'autres, qui me pousse à affirmer que l'audience de nos révolutionnaires nantis est relativement faible est la suivante: alors même qu'ils exposent avec force détails dans leurs tracts et revues qu'il suffit de peu de monde pour prendre en main le commandement d'une compagnie, je ne connais pas d'exemple, jusqu'ici, où cette technique, au demeurant sûrement efficace, ait été tout simplement appliquée. C'est donc bien la preuve qu'à l'heure actuelle en tout cas, ni notre jeunesse de 20 ans, ni ses aînés de ma génération, et encore moins les plus âgés, ne sont prêts pour une révolution dont nul ne sait où elle devrait conduire.

Deuxième remarque: notre jeunesse, et avec elle, notre peuple tout entier, a besoin d'être conduite, et d'être conduite par des chefs qu'elle connaît, et qui savent, eux, où ils vont. La remarque s'applique aux écoles comme aux troupes, et mon expérience de l'enseignement civil et militaire comme du commandement me permet de l'affirmer.

Or, nos révolutionnaires en pantoufles n'ont ni l'une ni l'autre de ces qualités, c'est-à-dire qu'ils ne se montrent pas ou peu et qu'ils ne savent pas ou ne veulent pas savoir où ils vont. La conséquence toute simple, en ce qui concerne le service militaire, en est que le chef de groupe, de section ou de compagnie, voire même l'instructeur, qui vit avec sa troupe, l'emmène, la conduit et la connaît à, aujourd'hui comme hier, une influence *décisive* sur le comportement de ses subordonnés. Le chef de section est le premier dans son village; le président de l'Internationale des résistants à la guerre n'est qu'un deuxième à Rome. Résultat: le village tient, et c'est ce qui importe.

A tort, c'est souvent que l'on prête aux influences extérieures une grande importance. L'essentiel, aujourd'hui, me paraît-être d'éviter

l'infiltration de notre corps de cadres par des éléments révolutionnaires. Et je sais, à ce propos, plus d'un exemple d'officiers qui ont acquis à cette heure une position de choix dans l'armée, une sorte de base d'attaque, pour parler tactique, et qui sont d'autant plus dangereux qu'ils sont mal connus et inspirent confiance.

Il importe donc que nous veillions, cadres de milice ou cadres de carrière, à ne confier des responsabilités dans l'armée qu'à des hommes qui se préparent à lutter avec l'armée, et non pas contre elle.

Troisième remarque: l'armée n'est, dans le domaine de la subversion et de l'agitation, qu'un vulgaire *bouc émissaire*. L'armée suisse n'est plus la seule à jouer ce rôle de figurant: les manifestations contre la célèbre « loi Debré », ont tourné, en France, en manifestations purement antimilitaires. Merci à M. Debré: nous ne sommes plus seuls. Mais rappelons-nous ceci: si, voulant détruire un système politique et social qui leur déplaît quand bien même il leur rapporte tout, nos révolutionnaires de salon s'attaquent à l'armée, c'est bien parce qu'ils en sentent toute l'importance dans notre vie nationale et dans notre conception politique générale.

Ces remarques préliminaires étant exposées, voyons maintenant comment la contestation se manifeste dans le cadre du service.

Certains aspects en sont bien connus du grand public, qui peut lire, en ouvrant son quotidien de gauche habituel, avec force détails et commentaires, la dernière pétition ou résolution de telle unité sanitaire ou jurassienne, l'une n'excluant pas forcément l'autre. Ce même lecteur avide de nouvelles militaires, prendra grand intérêt à la dernière manif, organisée par l'ex-lieutenant Wirz devant la caserne des Vernets ou par les rédacteurs d'« offensiv » devant celle de Zurich. Ce sont là des manifestations à caractère grave par leur ampleur, à caractère grave par le fait qu'elles sont menées de l'extérieur, à caractère grave enfin parce que leurs auteurs ne sont poursuivis d'office par aucune de nos justices qui y seraient pourtant tenues si j'en crois le Code pénal suisse et le Code pénal militaire en leurs articles 276 pour le CPS et 98 à 101 pour le CPM. Mais ces manifestations ne sont pas graves *en ce qu'elles n'émanent pas d'un mouvement spontané de la troupe*. Une fraction de celle-ci hurle avec les

loups, c'est vrai. Mais elle ne donne pas le ton et n'essaye même pas de diriger l'orchestre. En d'autres termes, et compte tenu des incitations pressantes et répétées qui lui sont faites à la révolte, la troupe (au sens large) fait montre d'une stabilité à mes yeux remarquable.

La contestation émanant de la troupe peut trouver à se manifester de deux façons principales.

La première, bien visible également de l'extérieur de l'armée, est le débraillé volontaire et conscient, l'apparence du soldat rendue sciemment ridicule par l'absence de ceinturon, la longueur des cheveux, l'ignorance du rasoir ou le port de souliers jaune citron. Et j'en passe. Face à cette forme de contestation, il convient de se montrer circonspect, car elle n'est, assez souvent, que le reflet d'une négligence plutôt que d'une volonté délibérée de mal faire. A dire vrai, on est assez vite renseigné sur les états d'âme du fautif *pour peu que l'on veuille bien lui adresser la parole*. Car le contestataire qui choisit, pour refléter le débraillé de son cœur, le débraillé de la tenue, se montre généralement sinon grossier, du moins parfaitement impoli. Le cas est de plus en plus fréquent.

La deuxième forme de contestation, nettement moins perceptible de l'extérieur, est l'attitude des hommes lors des célèbres entretiens dans les unités.

Un bref retour en arrière : lorsqu'il y a onze ans, j'endossai pour la première fois le gris-vert en faisant mon ER à Colombier, notre unité avait droit à sa théorie hebdomadaire. Cette théorie, ancêtre de l'actuel entretien sur des thèmes AF, revêtait essentiellement la forme d'une leçon d'instruction civique : autorités, pouvoirs, élections, initiative, référendum, tout y passait. Et Dieu sait que ce n'était pas inutile, tant les connaissances du gros de la troupe étaient sommaires pour ne pas dire inexistantes en la matière.

Mais d'entretien sur « ce que nous avons à défendre », sur les « tâches et les possibilités de l'armée », point. A l'époque pourtant, la télévision était moins répandue qu'aujourd'hui et l'on n'en trouvait pas dans les chambres des recrues. Alors qu'actuellement, on peut compter sur les doigts d'une main les chambres de la caserne dépourvues d'un poste portatif de TV. En d'autres termes, l'information sur ce que nous avons à défendre et sur les moyens que nous avons pour le faire est donnée maintenant par l'image, à laquelle on ajoute l'entretien de compagnie.

Lorsqu'en 1968, je payai, à Colombier toujours, mon galon de

capitaine, la leçon d'instruction civique avait presque disparu pour être remplacée par les théories et les discussions sur les thèmes AF.

A l'heure actuelle, nos programmes ne connaissent plus d'instruction civique du tout, mais uniquement des entretiens « AF ».

Résultat quant à la contestation: je n'hésite pas à dire que la formule de l'entretien de compagnie est celle qui est la plus propre à susciter des vocations de contestataires ou à développer celles de ces vocations qui existaient déjà. *La meilleure preuve en est que la discussion, le débat, la table ronde ou ouverte constituent l'une des premières exigences des autorités contestataires.* En instituant de tels entretiens, on répond donc favorablement à cette exigence et, par conséquent, on joue le jeu de l'adversaire minoritaire en lui offrant simultanément une chaise pour se reposer des fatigues du service et un auditoire discipliné pour ouïr ses fadaises. Il y a de quoi pavoiser.

Il est bien clair, toutefois, que la contestation ne s'exprime pas que lors des entretiens, mais qu'elle trouve aussi à se manifester soit pendant les heures de travail, soit, et surtout, pendant les moments de pause et de déconsignation, c'est-à-dire d'inactivité. Mais pendant les heures de loisirs, elle n'a que peu d'audience et pratiquement aucun effet en raison du nombre limité des interlocuteurs, et en raison, surtout, du fait que le soldat déconsigné ne trouve que pendant un temps limité du plaisir à casser du sucre sur le dos de ses supérieurs ou de l'armée. Il est bien vite attiré par d'autres préoccupations qui vont de ses difficultés professionnelles à ses soucis familiaux en passant par les jambes de la sommelière et le contenu d'une bouteille de Fendant, sans oublier les 50 et Stöck à l'as...

Pendant les heures de service, la contestation revêt le plus souvent la forme d'une saine grogne contre le temps perdu à attendre, à ne rien faire, ou à faire semblant. Cette contestation-là me paraît éminemment salutaire en ce qu'elle astreint les cadres à exiger beaucoup d'eux-mêmes.

Pendant plusieurs années, le nec plus ultra de la contestation consistait à faire le mur, puis à s'en expliquer par devant tribunal militaire. Cette mode a passé, fort heureusement.

Je voudrais m'atteler maintenant à exposer les solutions que je pratique face à ce problème.

Elles sont de trois ordres.

A l'égard du débraillé volontaire tout d'abord, il y a lieu de ne faire aucun quartier. Et j'insiste très particulièrement sur ce point. Aussi bien dans les écoles que dans les cours, seule une exigence parfaitement rigide, assortie de sanctions extrêmement sévères, permet de maîtriser la difficulté. Je procède, personnellement, de la façon suivante dont je peux dire qu'elle est parfaitement efficace en toute circonstance: Au second jour du cours de répétition, ou, à l'ER, le jour de la première déconsignation vespérale, je fixe à ma troupe ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, m'aïdant en cela de quelques dessins. Les exigences étant bien comprises, bien assimilées, y compris par les cadres sur la responsabilité desquels il faut insister, j'institue la notion de l'insortable. C'est-à-dire que quiconque est surpris à ne pas respecter l'une de ces exigences est d'abord renvoyé immédiatement dans son cantonnement, puis appelé, le lendemain, devant le front de l'unité pour y être déclaré insortable pour 10 jours, tarif unique. Est de même déclaré insortable, mais dans un cercle plus intime, l'appointé, le sous-officier ou l'officier qui se serait trouvé en compagnie du fautif sans intervenir.

A la suite de quoi il suffit de s'astreindre à quelques contrôles dans la rue ou les établissements publics, de s'en tenir au tarif, et le tour est joué. Aucun insortable à mon dernier CR, deux recrues dans la présente école. Le pli est pris.

Voilà pour la contestation vestimentaire.

La contestation dans l'entretien de compagnie maintenant: la solution est tout aussi simple. Pour la saisir, raisonnons un peu.

Premier point: la formation du citoyen-soldat comprend plusieurs phases bien distinctes d'éducation et d'instruction. Cette formation commence au berceau, passe par la famille, l'école, l'apprentissage, la profession, et le service militaire. A chacune de ces phases correspond un but bien précis. Le nôtre, dans l'armée, est d'assurer la formation *militaire d'abord et avant toute autre chose*.

Deuxième point: le recrutement des cadres de notre armée se base sur certains critères de sélection au premier rang desquels on doit trouver la personnalité, l'autorité, le sens de l'organisation et celui du devoir. Au milieu du classement, on trouvera les aptitudes intellectuelles et physiques. En queue, la maîtrise des problèmes politiques et la connaissance de l'histoire universelle d'Adam à nos jours. En d'autres termes, les com-

mandants d'unité ne sont pas des commissaires politiques, ni par don, ni par formation. Devraient-ils le devenir que j'abandonnerais sur l'heure mon commandement.

Troisième point: nos services sont, chacun le sait, de courte durée. Les programmes d'instruction sont, nul ne l'ignore, extrêmement vastes, même en ne considérant que l'activité de pure instruction des combattants. Cela est aussi vrai pour les écoles que pour les cours.

Quatrième point: n'importe quel arboriculteur confirmera que l'on ne redresse pas en 4 mois et 8 fois 3 semaines un arbre qui aura poussé de travers pendant 20 ans.

J'en déduis deux conséquences:

— La première est que, si théorie il doit y avoir, celle-ci doit poursuivre d'abord le but de renseigner les recrues et soldats sur l'armée à laquelle ils appartiennent. Ils sont, sur ce point, d'une ignorance crasse, et ce ne sont pas les délicieuses émissions de notre TV qui leur en apprennent beaucoup. Or, il apparaît à l'évidence que l'opposition à l'armée trouve partiellement son origine dans une méconnaissance de ses rouages, de son fonctionnement, de son but et de ses moyens. Moralité: expliquons l'armée, films à l'appui, montrons ce que font d'autres armes, démonstrations à l'appui, montrons aussi, par l'image, ce que font d'autres armées et quels sont leurs moyens.

— La seconde conséquence est qu'il est vain de penser convaincre, par une quelconque discussion, une unité tout entière du bien-fondé de sa présence sous les armes. Car les gens que vous avez devant vous sont de deux sortes: ceux qui savent pourquoi ils sont venus et ceux — passez-moi l'expression — qui s'en foutent éperdument. Ceux qui savent pourquoi ils ne voulaient pas venir ne sont *pas là*!

Et ceux qui savent pourquoi ils sont venus se subdivisent en deux catégories: les partisans de l'armée qui n'ont que faire de vos théories, et les adversaires de l'armée qui obéissent aux consignes de la LMR, dialecticiens supérieurement formés face auxquels le gros des commandants d'unité suisses (dont votre serviteur) *ne fait pas le poids*.

Le risque est décidément trop grand. Et j'ajouterai, pour terminer, que personne ne m'a jamais réclamé de discussion de compagnie. Alors que, par exemple, voilà quelques mois, mes sous-officiers au CR m'ont demandé une instruction supplémentaire à la donnée d'ordres, un soir,

après l'appel. Jusqu'à preuve du contraire, je suis convaincu que de telles activités ne correspondent pas à un besoin réel de la troupe.

A l'égard, enfin, de la contestation-grogne des heures de travail, le Chef de l'instruction a préconisé un remède: une meilleure organisation du travail. D'accord sur le fond, je voudrais préciser cette notion en disant qu'il faut, dans nos services, une très forte *densité* du travail; il faut exiger de chacun un engagement maximum de son intelligence comme de son corps. Alors, on apprend. Alors, on ne voit pas le temps passer. Alors, on sait pourquoi on dort la nuit. Et alors, on n'a plus ni le temps ni l'envie d'organiser la subversion ou de récolter des signatures. Il est frappant de mettre sous la loupe les unités qui ont connu ou connaissent encore ces problèmes: on n'y travaille qu'à un rythme très lent. L'instruction y est faite de bribes et de morceaux qu'entrecoupent des pauses qui ont fâcheusement tendance à s'allonger. Je suis prêt à parier n'importe quoi qu'une compagnie sanitaire qui entrerait en service en exercice mob G et devrait avoir installé pour le lendemain 1800 sa place de pansement qui devrait effectivement fonctionner pendant une semaine pour décharger, par exemple, un hôpital cantonal de tous les accidents de la route, que cette unité-là ne signerait rien du tout qu'une éventuelle pétition pour recommencer l'année prochaine. Pourquoi ne le fait-on pas? Je l'ignore.

Un exemple, pris encore dans les troupes sanitaires, et pour montrer aussi que celles-ci sont parmi les plus aisées à motiver sans théorie aucune: prochainement, trois groupes d'hôpital vont se succéder en Haut-Valais pour un service de 15 jours chacun ainsi conçu: l'hôpital va être installé, puis, tous les infirmes (civils) contenus dans les hôpitaux (civils) de la région y seront acheminés par les colonnes sanitaires militaires. Pendant 5 semaines, l'hôpital militaire aura la charge entière des soins et organisera, avec ses véhicules, des excursions pour ces infirmes. Les hôpitaux civils en profiteront pour mettre en congé une partie de leur personnel provisoirement relevé. Cette opération devra, évidemment, jouir de toute la publicité voulue.

J'arrive au terme de ces quelques considérations, que j'ai, à dessein, limitées. La conclusion, très simple, que je voudrais en tirer est celle-ci: le service militaire est un très mauvais cadre pour la contestation aussi bien que pour la contre-subversion. Le problème se règle à un autre niveau, au

niveau politique. La subversion dans la troupe est pratiquement inexiste-
tante. Elle s'étouffe dans l'œuf par une action des chefs visant à

- se concentrer sur l'instruction militaire
- exiger une discipline de fer à tous les échelons
- assurer au travail, par une organisation adéquate, une densité maximum.

J'affirme, enfin, que le débat politique (quel débat ne l'est pas, aujourd'hui?) est un poison qui ruine la cohésion indispensable à la vie des unités. Non que j'ignore l'existence des problèmes. J'en prends ma part, qui est celle d'un modeste responsable de la défense nationale dans sa partie *militaire*.

Capitaine Jean-François CHOUET

